



DECLARATION DU SE-UNSA au GROUPE D'EXPERTS DU 11 MARS 2011

Être en souffrance au travail peut avoir plusieurs causes. Le stress causé par de mauvaises relations avec la hiérarchie, entre collègues eux mêmes... Ce sont malheureusement des cas de plus en plus fréquents.

L'organisation du travail, l'isolement de l'enseignant face aux problèmes qu'il rencontre dans l'exercice de son métier, la surdité des différentes strates hiérarchiques sont aussi des facteurs déclencheurs de mal être et, à terme, d'une souffrance qui peut avoir des conséquences multiples tant sur la santé que sur l'exercice professionnel.

C'est ce que rencontrent beaucoup d'enseignants aujourd'hui, parce que être enseignant, c'est être au cœur de pressions multiples.

L'avalanche de réformes éducatives, les transformations sociétales et culturelles...entraînent des pressions fortes et génératrices de stress.

Le SE-UNSA d ploire :

- L'absence d'une véritable gestion de ressources humaines pour accompagner ces évolutions, laissant place à une simple gestion budgétaire.
- Le manque d'une réelle possibilité de passerelle de reconversion professionnelle.
- L'existence d'une ségrégation par l'âge. En effet l'âge devient un facteur bloquant et la seule solution demeure le départ à la retraite, ce qui est paradoxal au moment où le gouvernement se glose de vouloir développer l'emploi des seniors !

Quelle politique de ressources humaines s'ouvre à ces collègues en fin de carrière et en difficulté de santé ?

Quelle politique de reclassement ?

N'est-il pas écrit dans les textes et circulaires qui régissent les fonctionnaires que toute personne a le droit de continuer à travailler et que tous les moyens seront mis en œuvre pour l'aider à adapter son poste de travail à son état de santé ?

Le SE-UNSA revendique :

- l'instauration d'une véritable médecine du travail pour assurer un accompagnement et un suivi régulier des personnels tout au long de leur carrière, et une surveillance des lieux d'exercice.
- le développement d'une médecine de prévention notamment pour la protection des personnels contre les risques professionnels sur les lieux de travail, les maladies professionnelles, les accidents de travail.

Le SE-UNSA demande également qu'un point de situation soit fait concernant le FIPH FP (Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique). Le nombre de dossiers, les moyens mis en œuvre pour la gestion de ceux-ci et quelle information a été faite auprès des personnels de l'Education Nationale ?

Les élus du personnel du SE-UNSA sont désireux d'un bilan.